

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS - FRANCE
TÉL. 325-36-74

C. C. P. 1248-74 PARIS
Nouveau N°
Téléphone:
320.36.20

D 437 HONDURAS: LES AUTEURS DU MASSACRE DE JUTICALPA
EN JUGEMENT

En juin prochain cela fera trois ans qu'a eu lieu le massacre de Juticalpa, dans la région d'Olancho, qui s'était produit à l'occasion de la marche de la faim organisée par les paysans. Des policiers et des propriétaires terriens avaient froidement torturé puis abattu quatorze personnes, dont neuf paysans, un professeur, deux jeunes femmes et deux prêtres (cf. DIAL D 240 et 337). A l'époque, cette affaire avait littéralement traumatisé le pays.

Le 1er février 1978, deux soldats impliqués dans le meurtre collectif étaient condamnés à plusieurs années de prison tandis que les propriétaires terriens étaient relaxés.

Le lendemain, l'équipe pastorale de la prélatrice d'Olancho publiait le communiqué suivant.

(Note DIAL)

COMMUNIQUE DE L'EGLISE CATHOLIQUE D'OLANCHO A PROPOS DE LA DECISION
JUDICIAIRE CONCERNANT LES ASSASSINATS A L'"INSTITUTO 18 DE FEBREO"
ET A "LOS HORCONES"

Le Seigneur nous dit clairement dans l'évangile: "Ne jugez pas et vous ne serez pas jugés" (Matthieu 7, 1).

Tout en ayant présentes à l'esprit ces paroles, nous jugeons utile de répéter ce que nos pasteurs, rassemblés à Medellin, déclaraient à propos de la paix: "Sont également responsables de l'injustice tous ceux qui n'agissent pas en faveur de la justice avec les moyens dont ils disposent, et qui restent passifs par crainte des sacrifices et risques personnels qu'implique toute action audacieuse et vraiment efficace." (Paix, 18.)

C'est pourquoi nous ne voulons pas, par notre silence, être complices de l'injustice.

Voici plus de deux ans qu'avec tout le peuple hondurien, nous étions dans l'attente de la décision judiciaire sur les crimes pratiqués à l'"Instituto 18 de Febrero" et dans le domaine "Los Horcones" dont le nombre des victimes s'élève à quatorze.

Si nous prenons publiquement la parole, ce n'est pas seulement parce que deux prêtres affectionnés de chez nous ont été assassinés à cette occasion.

C'est pour que de tels agissements ne se reproduisent jamais plus. C'est aussi parce que, suite à des faits identiques dans le passé, aucune mesure concrète n'a été prise pour en prévenir le renouvellement; nous voulons concrètement parler du cas de "La Talanquera", il y a six ans (1).

Notre déclaration d'aujourd'hui n'est pas un communiqué officiel de l'Eglise de Honduras, car celle-ci ne manquera pas, très certainement, d'exprimer publiquement son point de vue par la voie autorisée de l'ensemble des évêques et de la commission nationale de pastorale.

Nous pensons qu'il est utile de dire que la charité et la justice ne sont pas des vertus contradictoires l'une par rapport à l'autre, mais qu'elles sont au contraire complémentaires. Nous tenons également à dire qu'on ne peut tout remettre au jugement définitif de Dieu. Il a fait de nous des personnes libres, intelligentes et responsables ici-bas.

Nous prétendons que les événements du mois de juin 1975 ont eu pour auteurs directs et pour responsables intellectuels un certain nombre de personnes, étant donné qu'un événement d'une telle ampleur ne pouvait pas être le fait de deux personnes seulement.

Mais nous ne sommes pas étonnés de la sentence prononcée par la justice de Juticalpa à la fin du mois dernier et publiée aujourd'hui par les moyens d'information. Nous aimerions que soient portés à la connaissance de l'opinion publique les attendus du jugement d'acquiescement et de condamnation des inculpés dans ce crime collectif, car c'est la population tout entière qui avait été concernée par l'événement. Nous sommes sûrs que la sentence en appel ou en Cour suprême sera plus juste.

Nous ne voulons pas que nos paroles soient interprétées comme une incitation à la rancœur, à la revanche ou à la violence. Nous voulons que l'ensemble de la population puisse avoir confiance dans la justice et dans les personnes qui tiennent les destinées du pays entre leurs mains, de sorte que personne n'en arrive à se faire justice, coutume parfaitement anti-chrétienne.

Nous rappelons à tous les paroles du pape Paul VI: "Si tu veux la paix, travaille pour la justice"; "Si tu veux la paix, défends la vie"; "Non à la violence, oui à la paix et à Dieu".

Juticalpa, le 2 février 1978

L'équipe pastorale de la prélatrice d'Olancho

(1) En février 1972, un conflit de terres se soldait par la mort de six paysans et un soldat de la police. Le fait avait été à l'origine d'une campagne virulente contre le clergé de la région d'Olancho. (N.d.T.)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

/(avion: tarif sur demande)

Abonnement annuel: France 160 F - Etranger 185 F (voie normale)

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441